

DP

DOMAINE PUBLIC

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse

Indépendant, différent, réformiste depuis 1963

En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

DP2153

Edition du
13 février 2017

DANS CE NUMÉRO

Pressions sur la Finma (Jean-Daniel Delley)

La surveillance des marchés financiers doit conserver sa crédibilité

Les universités suisses sont les plus internationales (Jacques Guyaz)

Les petits pays doivent privilégier l'ouverture... et l'anglais

Les deux armes de dissuasion massive de la Banque nationale (Jean-Pierre Ghelfi)

Une mise en perspective des moyens et enjeux de la politique monétaire dans un environnement particulièrement difficile

Ce que Penelope et Melania nous disent à propos de leurs maris (Sylvie Arsever)

Le conservatisme revient au galop: portrait avec dames

Une exposition qui séduira à la fois les passionnés de photographie et de montagne (Pierre Jeanneret)

«Sans limite. Photographies de montagne», Lausanne, Musée de l'Elysée, jusqu'au 30 avril

Pressions sur la Finma

La surveillance des marchés financiers doit conserver sa crédibilité

Jean-Daniel Delley - 09 février 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/30974>

L'Autorité de surveillance des marchés financiers (Finma) a pour mission de protéger les créanciers, les investisseurs et les assurés contre les risques d'insolvabilité des banques, des assurances et d'autres intermédiaires financiers. Pour ce faire, elle exerce une surveillance dite prudentielle: elle veille à ce que les acteurs des marchés financiers respectent les différentes lois auxquelles ils sont assujettis.

[La loi](#) qui régit la Finma stipule que cette activité contribue «à améliorer la réputation et la compétitivité de la place financière suisse». Cette formulation ne satisfait apparemment pas une partie du secteur bancaire. Le conseiller national Christian Lüscher (PLR/GE) [interpelle](#) le Conseil fédéral en juin 2012: il veut que la Finma puisse agir plus directement en faveur de la compétitivité de la place financière helvétique. Le gouvernement n'estime pas nécessaire une modification des bases légales. Le député genevois revient alors à la charge avec une [initiative parlementaire](#) visant à modifier la législation: la promotion de la compétitivité doit devenir un objectif à part entière et non plus un dérivé de l'activité de surveillance de la Finma.

Mais en quoi consiste cette surveillance? La Finma s'assure notamment de la

capitalisation suffisante des banques et des sociétés d'assurance, du respect par les établissements financiers des lois auxquelles ils sont assujettis. Elle veille à ce que soient mis en place des plans d'urgence et des stratégies d'assainissement en cas de difficultés. Bref, toutes ces actions concourent à la protection des clients des marchés financiers. Exercées de manière crédible, elles créent la confiance indispensable au bon fonctionnement de ces marchés.

La promotion de la compétitivité doit-elle conduire à assouplir les exigences de la Finma? C'est ce que laisse entendre Christian Lüscher qui cite Singapour, Hong Kong et le Luxembourg, des concurrents beaucoup plus agressifs avec lesquels nous devons pouvoir nous mesurer avec succès. Son initiative ne passe pas la rampe du Conseil national qui la rejette en décembre 2015, malgré l'appui unanime des députés de l'UDC, fidèles à leur credo ultralibéral et peu soucieux en la matière de leur obsession sécuritaire, et d'un tiers de la députation libérale-radical.

La Finma serait-elle néanmoins devenue plus accommodante depuis lors? Une [interview](#) du professeur Henry Peter pourrait le laisser croire. Ce

spécialiste du droit des sociétés, avocat et administrateur dans le secteur bancaire et des assurances, croit observer un changement d'état d'esprit, un engagement à mieux soutenir la compétitivité. Or, la lecture comparée des [axes stratégiques](#) de la Finma pour les périodes 2013-2016 et 2017-2020 ne révèle aucune différence: tous deux font référence de manière quasi identique à la compétitivité, qui reste un objectif secondaire et dérivé.

En réalité le professeur Peter rêve. Il rêve d'une surveillance allégée et, comme il l'exprimait lors d'une conférence début octobre dernier, «de davantage de confiance et de moins de défiance». La revendication prend toute sa saveur quand on sait que Henry Peter préside le conseil d'administration d'une banque luganaise spécialisée dans la gestion de fortune (PBK), actuellement sous enquête de la Finma. Jusqu'à présent les médias ont fait preuve d'une grande discrétion sur cette affaire, à l'exception de la TV alémanique et du site [Infosperber](#).

On se souvient du scandale Petrobras, l'entreprise pétrolière brésilienne dont de nombreux cadres ont accepté des pots-de-vin et sont déjà sous les verrous. La piste des opérations financières liées à

cette vaste affaire de corruption passe notamment par la Suisse et le Ministère public fédéral a déjà bloqué 800 millions de dollars. PBK est l'une des banques impliquées: les corrupteurs comme les corrompus brésiliens y ont ouvert des comptes, la banque tessinoise n'étant qu'un maillon dans un réseau complexe de sociétés *offshore*. Or, il

apparaît que PBK a attendu le dernier moment pour faire part de ses soupçons au Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent, soit après l'arrestation des personnes concernées ou bien après que les médias brésiliens aient enquêté et dénoncé la corruption régnant à Petrobras.

D'avantage de confiance, préconise Henry Peter. La confiance n'exclut pas le contrôle, affirmait Lénine. Un contrôle d'autant plus justifié que les manquements du secteur bancaire helvétique restent encore trop fréquents. Un contrôle indispensable à la réputation et donc à la compétitivité durable de la place financière.

Les universités suisses sont les plus internationales

Les petits pays doivent privilégier l'ouverture... et l'anglais

Jacques Guyaz - 08 février 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/30968>

On le sait, les universités suisses figurent toujours en très bonne place dans les classements internationaux sérieux. A vrai dire, elles ne peuvent pas faire mieux, puisque dans la liste des hautes écoles les «*plus internationales*» établie par le [Times Higher Education](#), dont la méthodologie est transparente et publique, l'ETH de Zurich et l'EPF de Lausanne occupent les deux premières places devant les universités de Hong Kong et de Singapour.

Les données prises en compte comportent la proportion d'étudiants étrangers, la part de chercheurs et d'enseignants venant d'autres pays, la proportion de signatures d'autres nationalités dans les publications et, de manière plus subjective, la «*réputation internationale*» de l'institution établie par un questionnaire

envoyé à toutes les hautes écoles prises en compte.

Ce résultat n'a pas de quoi réellement surprendre. Les petits pays sont inévitablement plus ouverts que les grands. Ils sont obligés de chercher à l'extérieur les compétences qu'ils ne peuvent trouver sur place; on voit d'ailleurs dans ce classement un certain nombre d'universités danoises, belges ou néerlandaises. Ajoutons que la Suisse a une vieille tradition d'excellence pédagogique et dispose de ressources que nous jugeons de l'intérieur toujours insuffisantes, mais que bien des nations ne peuvent qu'envier.

Les places suivantes sont occupées par une kyrielle d'institutions universitaires de pays anglo-saxons, Canada, Australie, Royaume-Uni, quelques-unes d'Amérique aussi. Mais l'effet de la taille

des Etats-Unis fait apparaître leurs universités les plus prestigieuses comme Harvard ou Stanford relativement moins internationales. L'Université (cantonale) de Zurich figure au 15e rang.

Mais l'intérêt de cette étude ne réside pas tant dans le classement lui-même que dans les commentaires qui l'accompagnent. Les auteurs de cette liste soulignent que la première université non anglophone est l'Ecole polytechnique de Paris, au 16e rang... Les trois institutions helvétiques qui précèdent sont assimilées à la sphère anglo-saxonne, même si l'étude souligne que tout ne s'y fait pas forcément dans la langue de Newton. Ce constat confirme simplement un fait évident: l'anglais est la *lingua franca* du monde scientifique sans doute pour longtemps, et les

universités qui comptent sont celles qui s’y adaptent au mieux.

Le Brexit et l’élection de Donald Trump suscitent des craintes pour l’attractivité et l’ouverture des universités prestigieuses de Grande-Bretagne et des Etats-Unis. Les opinions des experts interrogés dans le cadre de ce classement

sont très partagées à ce sujet. Pour l’instant, attendre et voir.

Mais deux autres pays de la sphère anglo-saxonne, le Canada et l’Australie, disposent de hautes écoles qui progressent nettement dans l’attractivité internationale et de la qualité des enseignements et de la recherche grâce à des politiques publiques

dynamiques. Même si le montant des taxes d’inscription n’apparaît pas dans l’étude du *Times Higher Education*, il ne fait aucun doute que l’important soutien financier public dont bénéficient les universités suisses leur permet aussi d’être attractives, avec des frais modérés pour les étudiants, et c’est aussi une des raisons de leur dynamisme.

Les deux armes de dissuasion massive de la Banque nationale

Une mise en perspective des moyens et enjeux de la politique monétaire dans un environnement particulièrement difficile

Jean-Pierre Ghelfi - 13 février 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/30991>

Les achats massifs de devises et les taux d’intérêt négatifs sont les deux principaux moyens dont dispose la banque centrale pour contenir la hausse du franc et préserver la compétitivité de l’économie helvétique. Suffiront-ils?

Depuis que la Banque nationale suisse (BNS) a décroché le franc de l’euro, le 15 janvier 2015, notre monnaie n’a cessé de s’apprécier. Sa valeur aurait encore davantage augmenté si la BNS n’avait pas, de manière quasi ininterrompue, acheté des euros (et aussi des dollars). Ces acquisitions ont permis jusqu’à présent de contenir la hausse dans des limites à peu près supportables pour l’économie nationale.

Pour comprendre le sens et la portée de ces affirmations liminaires, procédons à un petit

retour en arrière sur certaines des caractéristiques de notre situation monétaire au cours des dix dernières années. Le 6 septembre 2011, notre banque centrale publiait un [communiqué](#) affirmant: «*La surévaluation actuelle du franc est extrême. Elle constitue une grave menace pour l’économie suisse et recèle le risque de développements déflationnistes. La Banque nationale suisse (BNS) vise par conséquent un affaiblissement substantiel et durable du franc. Dès ce jour, elle ne tolérera plus de cours inférieur à 1,20 franc pour un euro sur le marché des changes. La Banque nationale fera prévaloir ce cours plancher avec toute la détermination requise et est prête à acheter des devises en quantité illimitée.*»

A fin juillet 2011 — moins de

deux mois plus tôt — l’euro avait passé, pour la première fois, sous la barre de 1,20 franc et à fin août il ne valait plus que 1,12 franc. La chute de la monnaie européenne explique la décision de la BNS.

Placements en devises de la BNS

Il vaut la peine de consulter le [tableau complet](#), trimestre après trimestre, de fin 2007 à fin 2016.

Le cours du franc avait déjà été chahuté au cours des années précédentes. Le poste du bilan de la BNS «*placements de devises*» a oscillé entre 40 et 60 milliards de francs au cours des années 2000 à 2008. Dans un premier temps, la crise financière (dite des *subprimes*) de 2007-2008 n’affecte pas

cette position. Toutefois, à mesure que l'ampleur et la durée de cette crise se précisent (nous n'en sommes pas encore vraiment sortis!), le franc apparaît comme LA valeur refuge au plan international. Quelques-unes des raisons figurent dans la série de textes réunis dans [DP 2095a](#), *Réflexions sur le franc fort*.

Dans ce contexte d'une crise qui nous vient des Etats-Unis, le dollar décroche le premier. Il perd plus de 10% entre fin 2008 et fin 2009 (de 1,15 à 1,03). L'euro le suit l'année suivante, chutant de 15% entre fin 2009 et fin 2010 (de 1,50 à 1,28).

Taux plancher

La hausse du franc ne s'est pas avérée plus forte parce que la banque centrale s'est mise à acheter ces deux monnaies en grandes quantités. A fin juin 2009, les réserves de la BNS dépassent les 80 milliards de francs et s'approchent des 100 milliards en fin d'année. Elles bondissent à plus de 200 milliards une année plus tard (fin 2010) et atteignent presque 300 milliards lorsque la BNS décide de fixer un cours plancher.

La détermination affichée par l'institut d'émission a un effet indiscutable sur les marchés. Début 2012, les réserves de change sont redescendues à moins de 250 milliards de francs. Ce répit ne dure pas. A fin 2012, les réserves sont remontées pour atteindre quelque 430 milliards. En une

année, la BNS a donc dû consacrer 180 milliards pour honorer son engagement de ne plus «tolérer» un cours de l'euro inférieur à 1,20 franc. Une nouvelle fois, la résolution de la banque centrale marque les marchés. A fin 2013, ses réserves n'ont augmenté «que» de 40 milliards. La pression ne tarde pourtant pas à repartir. Une année plus tard (fin 2014), les réserves dépassent pour la première fois les 500 milliards - soit, excusez du peu, dix fois plus que la moyenne des premières années de la précédente décennie.

Ces hausses substantielles et quasi ininterrompues dont la BNS ne voit pas la fin sont probablement l'élément qui va l'amener, le 15 janvier 2015, à renoncer à défendre le cours plancher de l'euro. Abandon qu'elle formule ainsi dans son [communiqué de presse](#): «*La Banque nationale suisse (BNS) abolit le cours plancher de 1,20 franc pour 1 euro. Parallèlement, elle abaisse de 0,5 point le taux d'intérêt appliqué aux avoirs en comptes de virement qui dépassent un certain montant exonéré, le fixant à -0,75%.*»

La BNS n'est pas quitte pour autant. Elle maintient ses interventions sur le marché des changes afin de contenir la hausse de notre monnaie. De ce fait, les réserves de change ne cessent d'augmenter. Elles approchent les 600 milliards à fin 2015 et les 700 milliards à la fin de l'année dernière.

Taux d'intérêt négatifs

Cette évolution se produit malgré l'introduction de taux d'intérêt négatifs. Cette option ne constitue pas une mesure habituelle des banques centrales, de la nôtre non plus. L'objectif évident est de rendre le franc aussi peu attractif que possible. C'est la deuxième arme de dissuasion massive de la BNS. Mais elle ne l'est pourtant pas assez puisque, comme on vient de le voir, elle doit continuer malgré tout d'acheter des devises. On peut imaginer ce qui se serait passé du côté de ces achats si les taux étaient restés positifs. Le poste «*placements de devises*» au bilan de la BNS aurait explosé.

Bien sûr, la BNS peut «*imprimer*» autant d'argent suisse qu'elle le veut, pour autant que les acheteurs de nos billets les acceptent comme moyens de paiement. Ces travaux d'imprimerie ne peuvent cependant pas se poursuivre à l'infini. On sent bien qu'il y a une limite qui ne pourra être franchie, même si ce seuil ne peut pas être déterminé avec précision. Est-ce le montant du produit intérieur brut (PIB)? Avec 700 milliards de réserve, cette limite est déjà franchie. Est-ce une fois et demie le PIB, ce qui ferait plus de 1'000 milliards? Deux fois le PIB (plus de 1'300 milliards, soit presque le double du montant actuel) paraît énorme.

Et il ne faut pas prendre en compte seulement les chiffres absolus, mais tout autant le

décalage pour y parvenir. Au rythme de ces dernières années, on pourrait atteindre les 1'000 milliards avant la fin de la décennie. Et cela avec des taux d'intérêt négatifs! Que fera-t-on après? Abaisser davantage les taux d'intérêt négatifs paraît avoir été exclu par la BNS. Devra-t-on alors renoncer à défendre le franc? Donc le laisser continuer à prendre de la hauteur? Ou espérer que rien de cela ne sera nécessaire parce que la zone euro aura renoué avec la croissance? Ou que, grâce aux mesures annoncées par le nouveau président des Etats-Unis, la monnaie que tout le monde convoitera sera redevenue le dollar, de sorte que le franc ne sera plus sous les projecteurs?

Autant dire qu'on ne sait pas de quoi même le proche avenir sera fait. Dans de telles

conditions, mieux vaut garder tous les œufs possibles dans le panier des mesures en réserve pour assurer sa défense. Il suffit d'ailleurs d'imaginer une nouvelle poussée de fièvre du franc - notre monnaie atteindrait la parité avec l'euro avant la fin de cette année-ci par exemple - pour deviner que la question ne sera plus de savoir comment réaménager les équilibres financiers de nos assurances sociales, du deuxième pilier en particulier ([DP 2152](#)).

Mention «satisfaisant», au moins

Car le problème se posera à un autre niveau: comment assurer la survie de toute notre économie dont le bon fonctionnement dépend pour une part très importante de ses exportations ou, plus précisément, des très

nombreux emplois liés aux activités tournées vers la vente à l'étranger. Or, en arrière-fond de tout le débat sur les interventions de la banque centrale et sur la hausse quasi vertigineuse de ses réserves de devises ainsi que sur les taux d'intérêt négatifs, c'est bien de cela qu'il est question. Quoi que puisse dire ou penser tel secteur, telle branche, telle entreprise, telle institution, l'enjeu fondamental reste le maintien d'une économie helvétique compétitive. Et, jusqu'à présent, non sans difficultés pour beaucoup, on peut dire que la BNS a plutôt rempli son mandat d'une manière qui mérite au moins la mention «satisfaisant».

Pour qui voudrait approfondir cette thématique, on signalera le [rapport](#) du Conseil fédéral sur la politique monétaire, du 21 décembre 2016.

Ce que Penelope et Melania nous disent à propos de leurs maris

Le conservatisme revient au galop: portrait avec dames

Sylvie Arsever - 10 février 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/30984>

«Penelope n'a jamais été ma subordonnée. Elle est ma compagne de travail.»... «Un travail exercé dans la discrétion.»... «Elle n'a pas parlé à ma place comme certaines épouses.» Qu'elle ait convaincu ou non, [la défense de François Fillon](#) empêtré dans le Penelopegate a une qualité: elle est lumineuse. Elle

délimite avec une netteté admirable la place des femmes dans le nouveau conservatisme incarné par le candidat des Républicains à l'élection présidentielle française.

Écoutons d'abord Penelope, dans l'interview au *Sunday Telegraph* rediffusée par [Envoyé Spécial](#). L'affirmation,

tirée de son contexte assure François, selon laquelle «Je n'ai jamais été son assistante ni quoi que ce soit de ce genre» et dont on a toujours un peu de peine à comprendre dans quel contexte elle signifierait: «J'ai été son assistante.» Et surtout la suite.

On y apprend que Penelope

Fillon, née Clarke, a une formation d'avocate mais qu'elle n'a pas exercé son métier: un mari qui fait de la politique et cinq enfants l'ont suffisamment occupée, notamment à des «*choses horriblement ennuyeuses*». Ça tombe bien, elle est modeste, cette qualité qui sied tant au beau sexe: dans les *meetings*, elle aime se mettre au fond de la salle et écouter ce que disent les gens et elle a parfois distribué quelques prospectus. Cette abnégation semble toutefois avoir fini par lui peser: elle raconte s'être inscrite à des cours de littérature anglaise après avoir réalisé que ses enfants ne la voyaient que comme une mère. Une mère qui doit préciser: «*Vous savez, j'ai un diplôme de français, j'ai fait du droit, j'ai eu le concours d'avocat, je ne suis pas si stupide.*»

Discrétion est le mot. Avec des ambitions des plus modérées, confiées à [Paris Match](#) en septembre 2015 dans un entretien auquel, précise l'auteur, elle est venue à vélo. Evoquant son mandat de conseillère municipale dans la Sarthe, elle en résume ainsi la portée: «*L'idée de succéder à mon mari m'a plu.*»

Mais c'est une photo publiée par le même *Paris Match* deux ans plus tôt qui en dit le plus. On y voit la famille Fillon en toute simplicité, dans le jardin d'un manoir à tourelles qui permet peut-être de mieux comprendre ses gros besoins financiers. Chaises longues, shorts, pieds nus dans les espadrilles – une famille

heureuse en été, dont l'harmonie est supposée séduire l'électeur pas trop regardant sur les inégalités sociales. Tout le monde est détendu. Tout le monde est assis, aussi. Sauf une personne: Penelope. Une main sur le dossier de son époux, l'autre sur celui d'un de ses fils, sorte de figure tutélaire, mère de tous, y compris de son politicien à succès de mari. Mais debout. Comme de nombreuses autres avant elle qui avaient trop à faire, entre cuisine et service, pour s'asseoir avec tout le monde à la table du repas familial. Qui, après ledit repas, préféreraient débarrasser rapidement et faire la vaisselle plutôt que de se poser devant la télévision – et en profitaient pour apporter quelques *snacks* aux spectateurs. Avaient? Préféraient? Est-on bien sûr que l'imparfait soit de mise? Mme Fillon, qu'en dites-vous?

Cette femme admirable d'effacement a donc, affirme son mari, effectué pour lui «les tâches les plus diverses», non limitées à l'horizon de son bureau de parlementaire: tri de courrier, tenue d'agenda (avec sa secrétaire), conseils pour ses interventions, représentation dans des manifestations culturelles locales, accueil d'électeurs, «*tout un tas d'actions modestes accomplies dans l'ombre qui peuvent paraître anodines mais sont indispensables*».

Pas étonnant que cette histoire ait débouché sur de méchantes accusations d'emplois fictifs: le travail de Penelope Fillon était

invisible. Par essence, pourrait-on dire. Car l'invisibilité est justement la marque du travail fourni par les femmes pour les membres de leur famille, un travail qui a pour caractéristique principale de ne pas être rémunéré parce qu'il est réputé soustrait aux rapports marchands, construit tout entier sur le dévouement. Et elle a le profil du job, c'est incontestable, celui de l'indispensable sans visage qui tient tout en main sans jamais rien faire qui mérite d'être nommé. Tellement que son mari ne semble pas en concevoir d'autre pour sa moitié quand il s'indigne: «*Alors parce que c'est mon épouse, elle n'aurait pas le droit de travailler?*» Tellement qu'alors qu'elle a tenu ce rôle de collaboratrice «*depuis le début*», il n'a éprouvé le besoin de la payer qu'à partir de 1988.

C'est un progrès, dira-t-on. Sans doute. Surtout si elle a été tenue au courant du changement.

Reste que la limite entre devoirs conjugaux des épouses d'hommes politiques et activités extra-conjugales méritant salaire reste floue. On trouve toutefois une balise bienvenue dans le statut de la Première dame des Etats-Unis. Le cahier des charges est un peu plus concret que celui d'une assistante parlementaire: réceptions, goûters sur la pelouse, discours inspirants (et inspirés), accompagnements en tous genres et bonnes œuvres au choix. Et il est clairement établi que l'emploi n'est pas rémunéré, du moins pas

directement. S'agissant de la présidence, le citoyen américain a droit à deux serviteurs pour le prix – certes élevé – d'un seul. A telle enseigne qu'aucun célibataire n'a jamais accédé à la magistrature suprême. Et que les deux présidents qui, étant veufs, n'ont pas pu fournir d'épouse, Thomas Jefferson et Martin von Buren, ont aligné, le premier une fille, le second une belle-fille.

Aujourd'hui, s'inquiètent les gazettes, Donald Trump pourrait bien se trouver dans la même obligation, tout pourvu qu'il est d'une épouse parfaitement photogénique. Melania Trump, en effet, semble hésiter sur le seuil de la Maison-Blanche. Les conceptions du premier en matière de rapports de genre sont suffisamment connues pour avoir déjà donné lieu à des manifestations dans tous les Etats-Unis – et elles ne devraient pas dépayser des Suisses habitués à celles d'Ueli Maurer en matière de [chevreuils](#) et [d'appareils ménagers usagés](#). Ce qui rend cette réticence d'autant plus

intéressante.

Melania Trump n'est pas Penelope Fillon. Là où cette dernière a fini par être payée pour avoir bien rempli le rôle que lui assignait la tradition, Melania a commencé par toucher un salaire pour passer ensuite à une forme plus subtile de rémunération: utiliser une anatomie de premier choix pour mettre différentes choses en valeur – des vêtements, des photos sur papier glacé, un promoteur de 24 ans son aîné... Tandis que Penelope Fillon s'accroche bravement à son rôle dans le tempête, [Melania Trump semble avoir hésité à jouer le sien jusqu'au bout](#). Pour le moment, elle n'habite pas la Maison-Blanche, préférant se vouer à l'éducation de son fils de dix ans dans son *penthouse* new-yorkais. Tout changera en été, assure-t-elle.

Modestie excessive? Refus de galvauder son image en la prêtant avec trop d'empressement à une entité aussi dépréciée que l'Etat? On peut formuler une autre hypothèse, certes hasardée

mais d'autant plus troublante. La façon dont la tribu Trump se décline autour du pouvoir tient un peu de la tradition orientale du harem. Les femmes – les filles, l'ex, l'actuelle – y sont certes tout sauf cachées, mais elles n'en semblent pas moins interchangeables dans le rôle inamovible de faire-valoir. Donald Trump n'a pas encore de Première dame parce qu'il n'a pas de moitié. Tout au plus des tiers ou des quarts entre lesquels il n'est peut-être pas encore entièrement décidé.

Calculatrice ou victime, les femmes qui ont organisé les marches du 21 janvier ont tranché, au risque de sombrer dans le cliché machiste. [Elles ont adopté Melania Trump](#) après avoir regardé en boucle une séquence de la cérémonie d'intronisation de Donald, où on la voit sourire comme sur commande quand son mari la regarde pour reprendre aussitôt après une expression fermée et mélancolique. Certaines d'entre elles brandissaient des pancartes où on pouvait lire: *Melania, cligne des yeux deux fois si tu as besoin d'aide*.

Une exposition qui séduira à la fois les passionnés de photographie et de montagne

«Sans limite. Photographies de montagne», Lausanne, Musée de l'Elysée, jusqu'au 30 avril

Pierre Jeanneret - 07 février 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/30960>

Le Musée de l'Elysée présente une [exposition](#) d'environ 300

tirages, dont beaucoup en grand format, entièrement

dédiée aux photographies de montagne. C'est une première

du genre. Il faut dire que, dans ses collections, la fondation en possède plus de 4000. Cette présentation revêt à nos yeux un triple intérêt: à la fois historique, symbolique et esthétique.

Historique parce que les plus anciens clichés exposés, aux teintes sépia, datent du milieu du 19e siècle. Les alpinistes-photographes utilisaient le collodion humide qui nécessitait d'emporter un laboratoire ambulant pour développer les photos sur place. On imagine les difficultés techniques qu'ils rencontraient alors. Auguste-Rosalie Bisson, par exemple, fit l'ascension du mont Blanc en 1862 avec pas moins de 250 kilos de matériel! On frémit par ailleurs en voyant l'équipement des montagnards de ce temps: cordes de chanvre, alpenstock, et les dames en longue robe et chapeau...

La montagne a aussi une dimension symbolique. Déjà dans les tableaux et la littérature du 18e siècle, elle incarnait une certaine idée du «*sublime*». Elle représentait un

espace inexploré, vierge de toute présence humaine, ce qu'accentuait la pure blancheur des glaciers et des neiges éternelles. Mais elle incarnait aussi un univers masculin. Sur un mur de l'Elysée recouvert de commentaires écrits par des enfants, on peut lire «*La montagne est une bite*». Le jeune garçon - ou la fillette, qui sait? - qui a rédigé cette phrase un peu provocatrice a mis inconsciemment le doigt sur un attribut des sommets alpins. Souvent de forme phallique, ceux-ci renvoient à un univers longtemps considéré comme exclusivement viril. N'oublions pas que le Club alpin suisse fondé en 1863 n'a été ouvert aux femmes qu'en 1980, neuf ans après que le droit de vote fédéral leur fut octroyé!

Les amoureux de la montagne reconnaîtront nombre de sommets qu'ils connaissent, ou qu'ils ont peut-être même gravis: l'Eiger, l'Obergabelhorn, l'Aiguille d'Argentière et bien d'autres. Mais l'image iconique de la

montagne reste le Cervin, avec sa forme imposante si spectaculaire. On ne s'étonnera donc pas que de nombreux tirages lui soient consacrés.

L'aspect esthétique n'est pas négligé. On remarquera notamment la superbe photo réalisée par Maurice Schobinger, «*Face à face*» (2015), retenue pour l'affiche de l'exposition, où le spectateur est en effet confronté à une face quasi verticale de la Lenzspitze. Nous avons beaucoup aimé aussi le travail de Jacques Pugin qui, dans l'une des rares photos en couleurs, confronte les bleus et les blancs autour du glacier d'Aletsch. Dans un autre tirage, le même artiste utilise une technique qui rejoint le pointillisme de Seurat et Signac. Mais bien d'autres créateurs - dont certains célèbres et d'autres oubliés ou anonymes - sont à découvrir.

L'exposition s'achève sur une curiosité: une salle projetée des clichés en stéréoscopie, à voir avec des lunettes spéciales, ce qui donne l'illusion saisissante de la troisième dimension.

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur [domainepublic.ch](#) pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

Index des liens

Pressions sur la Finma

<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20052624/index.html>

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20123450>

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20120501>

<https://www.letemps.ch/economie/2017/01/08/on-on-faire-confiance-finma>

<https://www.finma.ch/fr/finma/objectifs/strategie>

<http://www.infosperber.ch/Artikel/Wirtschaft/Petrobas-PKB-Immer-noch-massive-Geldwasche-in-der-Schweiz>

Les universités suisses sont les plus internationales

https://www.timeshighereducation.com/features/worlds-most-international-universities-2017?utm_source=the_editorial_newsletter&utm_medium=email&utm_content=top_stories&utm_campaign=the_editorial_newsletter

Les deux armes de dissuasion massive de la Banque nationale

http://www.snb.ch/fr/mmr/reference/pre_20110906/source/pre_20110906.fr.pdf

<https://www.domainepublic.ch/wp-content/uploads/bns-placements-en-devises-1997-2016.xlsx>

<https://www.domainepublic.ch/pages/2095a>

http://www.snb.ch/fr/mmr/reference/pre_20150115/source/pre_20150115.fr.pdf

<https://www.domainepublic.ch/articles/30943>

<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-65065.html>

Ce que Penelope et Melania nous disent à propos de leurs maris

<http://www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/2017/02/06/35003-20170206ARTFIG00227-ce-qu-il-faut-retenir-de-la-conference-de-presse-de-francois-fillon.php>

http://www.francetvinfo.fr/politique/francois-fillon/affaires-fillon/video-envoye-special-je-n-ai-jamais-ete-son-assistante-ou-quoi-que-ce-soit-de-ce-genre-affirme-penelope-fillon-au-sujet-de-son-mari_2047461.html

<http://www.parismatch.com/Actu/Politique/Penelope-Fillon-notre-interview-exclusive-833247>

<https://www.letemps.ch/suisse/2008/12/08/role-femme-avortement-euthanasie-pacs-pense-ueli-maurer>

<http://www.20min.ch/ro/news/suisse/story/12184385>

<http://www.independent.co.uk/news/world/americas/melania-trump-first-lady-move-into-white-house-washington-dc-trump-tower-new-york-stephanie-winston-a7558556.html>

<http://www.theweek.co.uk/donald-trump/69907/melania-trump-18-things-you-might-not-know-about-donald-trumps-wife>

Une exposition qui séduira à la fois les passionnés de photographie et de montagne

<http://www.elysee.ch/expositions-et-evenements/expositions/sans-limite/>